

CIRCULAIRE N° 09/2019 DU COLLEGE DES PROCUREURS GENERAUX PRES LES COURS D'APPEL

CONCERNE : Le décret flamand du 15 février 2019 sur le droit en matière de délinquance juvénile

1. Cadre législatif ou réglementaire et objectif de la COL

Législation de base

- la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (Loi relative à la protection de la jeunesse)
- le décret du 7 mai 2004 relatif au statut du mineur dans l'aide intégrale à la jeunesse et dans le cadre du décret sur le droit en matière de délinquance juvénile
- le décret du 12 juillet 2013 relatif à l'aide intégrale à la jeunesse
- le décret du 15 février 2019 sur le droit en matière de délinquance juvénile
- le décret du 15 mars 2019 contenant diverses dispositions modificatives concernant le décret relatif au statut du mineur dans l'aide intégrale à la jeunesse et le décret relatif à l'aide intégrale à la jeunesse
- l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 avril 2019 portant organisation des institutions communautaires et portant exécution de diverses dispositions du décret sur le droit en matière de délinquance juvénile
- l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 avril 2019 relatif aux conditions d'agrément et aux normes de subventionnement des structures de l'aide à la jeunesse
- l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 2009 portant création d'un centre fédéral fermé pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 avril 2019 portant organisation des institutions communautaires et portant exécution de diverses dispositions du décret sur le droit en matière de délinquance juvénile, en ce qui concerne l'organisation du centre de détention flamand
- le décret du 24 septembre 2019 modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait et le décret du 15 février 2019 sur le droit en matière de délinquance juvénile, en ce qui concerne les dispositions transitoires.

Objectif

Cette circulaire vise à une application uniforme du décret flamand du 15 février 2019 sur le droit en matière de délinquance juvénile.

Un manuel relatif à l'application de ce décret a été élaboré à cet effet. Ce manuel donne un aperçu des dispositions prévues au décret et prévoit une méthode de travail pratique uniforme à destination des parquets.

En outre, un système de suivi est présenté afin de garantir un traitement efficace des dossiers jeunesse lorsqu'un juge de la jeunesse est saisi et que des enquêtes pénales sont parallèlement en cours.

Le manuel est accompagné de 24 annexes contenant des modèles de lettres, d'apostilles, de procès-verbaux, de réquisitoires et de citations pouvant être utilisés dans ce cadre.

2. Explication succincte du cadre législatif ou réglementaire

L'accord institutionnel pour la sixième réforme de l'Etat du 11 octobre 2011, accord dit « Papillon », a transféré des compétences aux communautés, parmi lesquelles quelques compétences relatives au droit de la protection de la jeunesse.

Les matières suivantes sont concernées par la communautarisation du droit de la protection de la jeunesse :

- la détermination de la nature des mesures à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction ;
- les règles en matière de dessaisissement ;
- les règles relatives au placement dans une institution à régime fermé ;
- les institutions à régime fermé, selon des règles d'exécution à déterminer.

Dans le cadre de cet Accord Papillon, la Communauté flamande est compétente pour l'approche de la délinquance juvénile et le développement d'un droit propre en la matière.

Le décret flamand sur le droit en matière de délinquance juvénile a été publié le 26 avril 2019 au Moniteur belge et entre en vigueur en plusieurs phases à partir du 1^{er} septembre 2019. Ce décret s'applique aux jeunes entre 12 et 18 ans qui commettent un délit de mineur (anciennement appelé un fait qualifié infraction) ou qui sont suspectés d'avoir commis un tel délit.

Le décret flamand sur le droit en matière de délinquance juvénile remplace la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (Loi relative à la protection de la jeunesse) en ce qui concerne la détermination de la nature des mesures, les règles en matière de dessaisissement et les règles relatives au placement dans une institution à régime fermé. La loi relative à la protection de la jeunesse s'applique toujours en ce qui concerne les dispositions relatives à la procédure.

Selon l'exposé des motifs, l'objectif central du décret flamand sur le droit en matière de délinquance juvénile est de prévoir une réponse claire affirmant la norme sociale face aux délits commis par des mineurs en n'évitant pas la responsabilité du jeune auteur. Les mineurs sont considérés à partir de 12 ans comme des jeunes responsables plutôt que comme des enfants incapables, irresponsables et à protéger de leurs parents. La réaction à la délinquance juvénile est clairement séparée de l'aide à la jeunesse, mais peut facilement être combinée avec celle-ci, si nécessaire.

L'exposé des motifs précise qu'une réaction rapide doit être possible sans toutefois perdre de vue la présomption d'innocence et d'autres garanties juridiques. Les réactions aux délits de

mineur doivent être claires et rapides, mais également constructives et orientées sur la réparation, notamment en ce qui concerne le dommage causé à la victime et à la société.

L'article 3, §3, alinéa 2, 3° du décret dispose qu'il importe de faire appel, si possible, aux possibilités de traitement au niveau du ministère public. Le décret sur le droit en matière de délinquance juvénile offre un nombre de réactions diversifiées face à la délinquance juvénile avec des possibilités d'intervention élargies pour le ministère public. Les compétences du ministère public sont décrites de manière exhaustive dans le décret et pourvues de garanties juridiques strictes. Outre les compétences existantes (classement sans suite, lettre d'avertissement, rappel de la loi, offre de médiation, réquisition/citation devant le juge de la jeunesse/le tribunal de la jeunesse), deux nouvelles possibilités de traitement sont introduites au niveau du parquet, l'extinction de l'action publique après l'exécution des conditions et le projet positif.

Le droit en matière de délinquance juvénile ne comprend qu'une partie du droit de la jeunesse, notamment les réactions face à la délinquance juvénile. Le décret sur le droit en matière de délinquance juvénile fait une distinction stricte entre le cadre de la réaction face au délit de mineur et le cadre de l'aide à la jeunesse.

Afin de permettre une liaison facile entre l'aide à la jeunesse et la réaction aux délits de mineur, un 'troisième fondement de saisine' est inscrit dans le décret relatif à l'aide intégrale à la jeunesse permettant au ministère public de saisir directement le juge de la jeunesse qui traite l'affaire relative à un délit de mineur en vue de prendre une mesure d'aide contrainte.

3. Directives

3.1. Ministère public

3.1.1. Magistrats, criminologues de parquet et juristes de parquet

Le manuel joint à cette circulaire sera appliqué par les magistrats, les criminologues et les juristes du ministère public.

3.1.2. Personnel

Le manuel joint à cette circulaire sera appliqué par le personnel du ministère public.

3.1.3. ICT

Aucune directive particulière.

3.1.4. Statistiques

Les enregistrements à réaliser dans PJG permettront de générer des statistiques relatives à l'application du décret sur le droit en matière de délinquance juvénile.

3.1.5. Manuel de qualifications et nomenclature

Aucune directive particulière

3.2. Services de police

L'annexe 10 du recueil des modèles joint au manuel contient un modèle d'apostille à la police ayant pour objet le suivi du respect des conditions particulières proposées au mineur sur la base de l'article 11 du décret sur le droit en matière de délinquance juvénile.

4. Magistrat de référence

Aucune directive particulière

5. Evaluation

Cette circulaire et le manuel ont été préparés par un groupe de travail composé de magistrats de la jeunesse des parquets généraux de Bruxelles, Anvers et Gand et des parquets de Flandre-Occidentale, Flandre-Orientale, Hal-Vilvorde, Bruxelles, Louvain, Anvers et du Limbourg, en collaboration avec l'équipe de criminologues de parquet.

Ce groupe de travail aura pour mission leur évaluation au plus tard 6 mois après l'entrée en vigueur du décret sur le droit sanctionnel de la jeunesse et soumettra au Collège toutes les propositions de modification des directives et des modèles de formulaires pouvant améliorer la qualité et l'efficacité de l'application du décret sur le droit en matière de délinquance juvénile. Par ailleurs, ce groupe de travail continuera à suivre l'application de cette circulaire.

Toutes les difficultés rencontrées lors de l'application de cette circulaire seront communiquées au procureur général du ressort concerné et au procureur général de Bruxelles des compétences duquel relève la protection de la jeunesse sur la base de l'article 2, 3° de l'arrêté royal du 9 décembre 2015 relatif aux tâches spécifiques des membres du Collège des procureurs généraux.

6. Modèles

6.1. Ministère public

Voir le recueil de modèles joint au manuel

6.2. Services de police

Aucune directive particulière

7. B.P.M.

Le groupe de travail B.P.M. élaborera des schémas B.P.M. sur la base du manuel joint à cette circulaire.

8. Table des matières du manuel

Introduction

1. Contenu et philosophie du nouveau décret
2. Critères de compétence
3. Critères d'appréciation lors de la pré-enquête dans le cadre d'un délit de mineur
4. Classement sans suite pur (article 8 DDJ)
5. Lettre d'avertissement (article 9 DDJ)
 - 5.1 Description de la notion
 - 5.2 Conditions d'application
 - 5.3 Procédure
 - 5.4 Clôture du dossier et conséquences
 - 5.5 Méthode de travail pratique
 - 5.6 Sélection des dossiers
6. Rappel de la loi (article 10 DDJ)
 - 6.1 Description de la notion
 - 6.2 Conditions d'application
 - 6.3 Procédure
 - 6.4 Clôture du dossier et conséquences
 - 6.5 Méthode de travail pratique
 - 6.6 Sélection des dossiers
7. Extinction de l'action publique après l'exécution des conditions (article 11 DDJ)
 - 7.1 Description de la notion
 - 7.2 Conditions d'application
 - 7.3 Procédure
 - 7.4 Clôture du dossier et conséquences
 - 7.5 Méthode de travail pratique
 - 7.6 Sélection des dossiers
8. Médiation (article 12 DDJ)
 - 8.1 Description de la notion
 - 8.2 Conditions d'application
 - 8.3 Procédure
 - 8.4 Clôture du dossier et conséquences
 - 8.5 Méthode de travail pratique
 - 8.6 Sélection des dossiers
9. Projet positif (article 13 DDJ)
 - 9.1 Description de la notion
 - 9.2 Conditions d'application
 - 9.3 Procédure
 - 9.4 Clôture du dossier et conséquences
 - 9.5 Méthode de travail pratique
 - 9.6 Sélection des dossiers
10. Dessaisissement (article 38 DDJ)
 - 10.1 Conditions
 - 10.2 Procédure
11. Rôle du ministère public lors de la procédure préparatoire
 - 11.1 Interventions du ministère public
 - 11.2 Suivi de la durée de la procédure préparatoire (article 21 DDJ)
12. Rôle du ministère public lors de la procédure au fond
 - 12.1 Modification de la sanction
 - 12.2 Analyse de la sanction après un an
 - 12.3 Analyse de la sanction après six mois
 - 12.4 Imposer une sanction de remplacement
13. Le troisième fondement de saisine
 - 13.1 Règlement prévu au décret

9. Historique de la COL (aperçu des révisions)

Non applicable